Immigration : le gouvernement veut « engager des réflexions pour renforcer la sélectivité des étudiants étrangers » accueillis en France sans préciser si cette initiative aboutirait à une diminution des visas

28/01/2026 à 19h13



Ce sont à ce stade uniquement des “réflexions” gouvernementales sur un “sujet abrasif”. Elles ont été communiquées au lendemain de la publication des chiffres sur l’immigration en France en 2025. Maud Bregeon a annoncé ce mercredi 28 janvier que le gouvernement veut “engager un travail pour renforcer la sélectivité des étudiants” étrangers accueillis en France. “Il y a un travail de réflexion qui sera mené dans les prochains jours et dans les prochaines semaines autour de cette question-là” par le ministre de l’Intérieur, Laurent Nuñez, “sous l’autorité du Premier ministre et du président de la République”, a déclaré la porte-parole du gouvernement devant la presse, après le Conseil des ministres. Maud Bregeon n’a pas dit si cela aboutirait à une diminution.

La France a délivré 384.230 premiers titres de séjour l'an dernier (+11%), avec comme l'année précédente une prédominance des motifs étudiants, suivis des titres humanitaires qui ont bondi de 65%, selon les chiffres de la Direction générale des étrangers en France (DGEF). **Dans le détail, la France a délivré quelque 12.700 visas de court séjour (+5,8%) pour motif étudiant et 118.000 premiers titres de séjour (+6,4%) pour le même motif**. […]

La sélectivité des étudiants étrangers revient régulièrement dans le débat : en 2018, le gouvernement avait ouvert la possibilité pour les universités d'augmenter les frais de scolarité des jeunes extra-européens. **Par ailleurs, le projet de budget 2026 prévoit une suppression des aides publiques au logement (APL) pour les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers.**

TF1

> *Budget 2026 : le gouvernement envisage de supprimer l'APL pour les étudiants étrangers hors UE, une économie potentielle estimée à 400 millions d'euros pour l'État*